



Deux socles pour le prix d'un... ...et le 3^{ème} gratuit

La surprise

Deux jours avant la fin de la période des soldes d'hiver, le journal officiel du 15 février 2015 annonce un décret signé du premier ministre et du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, sur la définition du contenu et des modalités de mise en œuvre du **socle de connaissances et de compétences professionnelles**.

Lorsque le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, a été adopté, nous avons bien lu :

« Art. L. 6323-1. – Un compte personnel de formation est ouvert pour toute personne âgée d'au moins seize ans en emploi ou à la recherche d'un emploi ou accompagnée dans un projet d'orientation et d'insertion professionnelles ou accueillie dans un établissement et service d'aide par le travail [...] »

« Art. L. 6323-6. – I (nouveau). – Les formations éligibles au compte personnel de formation sont les formations permettant d'acquérir le socle de connaissances et de compétences défini par décret.

« Art. L. 6323-8. - II. [...] la possibilité, pour chaque titulaire du compte, de disposer d'un passeport d'orientation, de formation et de compétences, [...] qui recense les formations et les qualifications suivies dans le cadre de la formation initiale ou continue ainsi que les acquis de l'expérience professionnelle, selon des modalités déterminées par décret. »

Mais nous pensions naïvement qu'un élève n'ayant pas validé « le » socle pourrait le faire après avoir quitté l'école ; d'ailleurs, nous sommes dans l'attente de la nouvelle version du projet de socle commun de connaissances, de compétences et de culture annoncée par le conseil supérieur des programmes (CSP). Voir notre article « [Le socle III est annoncé](#) »

C'était oublier combien les relations formation-emploi ont toujours été tumultueuses ; la loi de 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, introduisant de surcroît le troisième terme, l'orientation, avait presque fait œuvre de conciliation.

Le travail qui coiffe l'éducation sur le poteau crée une situation surréaliste : en effet, depuis de longues années, entre le parcours de formation et le parcours professionnel, s'est insinué puis s'est développé un parcours d'insertion au cours duquel les jeunes ne cessent de passer d'un statut à l'autre : statut scolaire, apprenti, stagiaire rémunéré ou non-rémunéré de la formation professionnelle, salarié, chercheur d'emploi... Un jeune qui n'a pas validé le socle commun de connaissances, de compétences et de culture à l'école, devra-t-il préparer l'autre socle, pour revenir au précédent s'il est rescolarisé ?

Des liens coupés, un public écartelé

La loi de 2009 promettait au public une continuité sereine dans les articulations entre orientation, formation et emploi.

Une des premières concrétisations de la loi de 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, à savoir la mise en place du service public régional d'orientation (SPRO), démontre qu'en termes de partenariat autant 1 + 1 font plus que 2, autant $\frac{1}{2} + \frac{1}{2}$ font moins que 1 !

Dissocier une orientation uniquement scolaire d'une orientation tout au long du reste de la vie en fait un non-concept ou, au mieux, un abus de langage, comme l'illustre cet exemple d'une mère d'un élève de CM2 qui demande conseil auprès du psychologue scolaire pour savoir s'il vaut mieux « orienter » son enfant vers une 6^{ème} avec théâtre ou vers une 6^{ème} avec handball !

C'est à l'école que l'individu peut acquérir la capacité à s'orienter et à se former tout au long de la vie, sauf à vouloir perpétuer les freins qui retiennent une partie du public le moins qualifié à l'écart de la formation continue.

Et voici qu'un deuxième coup de hache tranche en deux le concept de socle « commun » qui aurait pu constituer un lien entre formation initiale et formation continuée, lien d'autant plus précieux que le public concerné est plus fragile.

En ce qui concerne l'orientation, le passeport orientation formation (le WebClasseur de l'ONISEP), est utilisé pendant la scolarité, et le passeport d'orientation, de formation et de compétences est prévu par la loi de 2014 ; la liaison entre les deux n'est évoquée nulle part, elle est restée au stade expérimental dans une académie.

Orientation dite scolaire, orientation professionnelle, formation initiale, formation continue ; ce sera à chaque individu de recoller les morceaux qui le concernent ; et on peut penser que certains disposeront d'un tube de colle plus performant que d'autres.

Cependant...

L'architecture et le style du référentiel du socle de connaissances et de compétences professionnelles rappellent un temps que les moins de 60 ans ne peuvent pas connaître, celui du développement des CAP par unités capitalisables (CAPUC) et de la rénovation des collèges au début des années 1980 ; toutes les formes canoniques sont présentes : compétences (objectifs en formation initiale) intermédiaires, compétences opérationnelles exprimées par des verbes d'action à l'infinitif (pouvant compléter l'expression « être capable de... ») et possédant les quatre caractéristiques : univoques (ciblent et ne ciblent que ce qu'elles sont censées représenter), réalisables, observables et évaluables ; critères d'évaluation ; le tout exprimé dans un langage simple garantissant la transparence vis-à-vis de la personne évaluée ; en effet, avoir une compétence inclut la conscience d'avoir cette compétence (ex. : « je sais m'exprimer » signifie : « je sais que le message que je vais transmettre sera compris du destinataire »).

L'exemple certes lointain de l'école semble avoir servi, et pourrait en retour inciter les personnes qui peinent à produire le triptyque socle (commun de connaissances, de compétences et de culture) - référentiel - livret de validation à s'inscrire à un stage de formation continue d'aide à l'élaboration d'un socle...

Il ne resterait pour les acteurs de terrain qu'une partie un peu chronophage : la production en équipes disciplinaires ou interdisciplinaires voire intercatégorielles de situations d'apprentissage, d'entraînement et d'évaluation, mais le plus dur aura été fait.

Au pays de Courteline

Chaque socle n'est réputé validé que si toutes ses compétences sont validées ; pour les titulaires d'une validation partielle, qui passeraient de l'école au marché de la recherche d'emploi ou inversement, il est à prévoir la création d'une commission d'équivalences, à laquelle il faudra associer autant de traducteurs que nécessaire pour les ressortissants des autres pays de la CEE, afin d'attester dans un sens ou un autre tout ou partie des compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie du cadre de référence européen.

Pour vous faire une idée de l'exercice, voici un tableau comparatif des trois socles, et, pages suivantes, le texte du décret du 13 février 2015 :

Compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie – Un cadre de référence européen (2006)	Socle commun de connaissances, de compétences et de culture (projet 2014)	Socle de connaissances et de compétences professionnelles (2015)
1. Communication dans la langue maternelle ;	1- Les langages pour penser et communiquer <ul style="list-style-type: none"> - maîtriser la langue française - pratiquer des langues étrangères ou régionales - utiliser des langages scientifiques - s'exprimer et communiquer 	1. La communication en français ;
2. Communication en langues étrangères ;	2- Les méthodes et outils pour apprendre <ul style="list-style-type: none"> - maîtriser les techniques usuelles de l'information et de la documentation - maîtriser les techniques et les règles des outils numériques - acquérir la capacité de coopérer et de réaliser des projets - organiser son travail pour l'efficacité des apprentissages 	2. L'utilisation des règles de base de calcul et du raisonnement mathématique ;
3. Compétence mathématique et compétences de base en sciences et technologies ;	3-La formation de la personne et du citoyen <ul style="list-style-type: none"> - développer la sensibilité, la confiance en soi et le respect des autres - comprendre la règle et le droit - développer le jugement - développer le sens de l'engagement et de l'initiative 	3. L'utilisation des techniques usuelles de l'information et de la communication numérique ;
4. Compétence numérique ;	4-L'observation et la compréhension du monde <ul style="list-style-type: none"> - se poser des questions et chercher des réponses - expliquer, démontrer, argumenter - concevoir, créer, réaliser - comprendre et assumer ses responsabilités individuelle et collective 	4. L'aptitude à travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe ;
5. Apprendre à apprendre ;	5-Les représentations du monde et l'activité humaine <ul style="list-style-type: none"> - se situer dans l'espace et le temps - comprendre les représentations du monde - comprendre les organisations du monde - concevoir, créer, réaliser 	5. L'aptitude à travailler en autonomie et à réaliser un objectif individuel ;
6. Compétences sociales et civiques ;		6. La capacité d'apprendre à apprendre tout au long de la vie ;
7. Esprit d'initiative et d'entreprise ;		7. La maîtrise des gestes et postures, et le respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales élémentaires.
8. Sensibilité et expression culturelles.		Des modules complémentaires peuvent être ajoutés à l'initiative des régions, notamment dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme

JORF n°0039 du 15 février 2015 - Texte n°34 - DECRET
Décret n° 2015-172 du 13 février 2015 relatif au socle de connaissances et de compétences professionnelles

NOR: ETSD1431206D

ELI: <http://legifrance.gouv.fr/eli/decret/2015/2/13/ETSD1431206D/jo/texte>

ELI: <http://legifrance.gouv.fr/eli/decret/2015/2/13/2015-172/jo/texte>

Publics concernés : personnes en activité professionnelle ou en insertion professionnelle, régions, partenaires sociaux, organismes de formation.

Objet : définition du contenu et des modalités de mise en œuvre du socle de connaissances et de compétences professionnelles.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret vise à définir le socle de connaissances et de compétences professionnelles prévu aux articles L. 6121-2, L. 6324-1 et L. 6323-6 du code du travail. Il s'agit de l'ensemble des connaissances utiles à l'insertion professionnelle et la vie sociale, civique et culturelle.

Le décret identifie sept modules constituant le socle. Des modules complémentaires peuvent être ajoutés à l'initiative des régions, notamment dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

Enfin, le décret prévoit que le socle de connaissances et de compétences fait l'objet d'une certification.

Références : ces dispositions sont prises pour l'application de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. Les dispositions réglementaires du code du travail modifiées par le présent décret en Conseil d'Etat peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6121-2, L. 6324-1 et L. 6323-6 ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 335-6 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles du 16 décembre 2014,

Décète :

Article 1

Il est inséré un chapitre III dans le titre Ier du livre Ier de la sixième partie du code du travail ainsi rédigé :

« Chapitre III

« Socle de connaissances et de compétences professionnelles

« Art. D. 6113-1.-Le socle de connaissances et de compétences mentionné aux articles L. 6121-2, L. 6324-1 et L. 6323-6 est constitué de l'ensemble des connaissances et des compétences qu'il est utile pour un individu de maîtriser afin de favoriser son accès à la formation professionnelle et son insertion professionnelle. Ce socle doit être apprécié dans un contexte professionnel. Ces connaissances et compétences sont également utiles à la vie sociale, civique et culturelle de l'individu.

« Art. D. 6113-2.-I.-Le socle de connaissances et de compétences professionnelles comprend :

« 1° La communication en français ;

« 2° L'utilisation des règles de base de calcul et du raisonnement mathématique ;

« 3° L'utilisation des techniques usuelles de l'information et de la communication numérique ;

« 4° L'aptitude à travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe ;

« 5° L'aptitude à travailler en autonomie et à réaliser un objectif individuel ;

« 6° La capacité d'apprendre à apprendre tout au long de la vie ;

« 7° La maîtrise des gestes et postures et le respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales élémentaires.

« II.-Au socle de connaissances et de compétences professionnelles mentionné au I, peuvent s'ajouter des modules complémentaires définis dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle, pour lutter contre l'illettrisme et favoriser l'accès à la qualification.

« Art. D. 6113-3.-Le socle de connaissances et de compétences professionnelles mentionné à l'article D. 6113-1 fait l'objet, sur proposition du Comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation, d'une certification.

« Cette certification s'appuie sur un référentiel qui précise les connaissances et les compétences mentionnées à l'article D. 6113-2 et sur un référentiel de certification qui détermine les conditions d'évaluation des acquis.

« Le référentiel de certification prévoit les principes directeurs permettant une mise en perspective du socle de connaissances et compétences pour prendre en compte les spécificités des différents secteurs d'activité professionnelle.

« Le Comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation définit les modalités de délivrance de la certification. Dans ce cadre, il s'assure notamment que la délivrance de la certification s'effectue dans le respect :

« 1° De la transparence de l'information donnée au public ;

« 2° De la qualité du processus de certification.

« Cette certification est recensée à l'inventaire prévu à l'article L. 335-6 du code de l'éducation, sous réserve de la transmission à la Commission nationale de la certification professionnelle des référentiels prévus au présent article.

« Art. D. 6113-4.-Les modules complémentaires mentionnés au II de l'article D. 6113-2 sont définis par arrêté du ministre en charge de la formation professionnelle sur proposition de l'Association des régions de France.

« Art. D. 6113-5.-Les formations relatives à l'acquisition des compétences et connaissances peuvent être proposées indépendamment les unes des autres. Elles peuvent comprendre une évaluation préalable des compétences et des connaissances des bénéficiaires de l'action de formation. La modularisation des formations et l'évaluation préalable visent, par une bonne utilisation des acquis de la personne, à permettre l'adaptation de l'action de formation aux besoins de celle-ci. »

Article 2

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 13 février 2015.

Manuel Valls

Par le Premier ministre, Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,

François Rebsamen